

Macron à Chartres, la FSU mobilisée !

Démocratie sociale

On ne peut que constater le décalage entre les discours et les faits.

Nos Organisations Syndicales (CGT, FSU et UNSA), à l'annonce de la venue du président Macron, ont demandé une audience.

A cette demande, on nous répond audience ou banderoles.

C'est inadmissible!

La liberté de s'exprimer et de manifester n'est pas négociable.

Tout comme ce n'est plus supportable que tout ou presque passe au 49-3, comme par exemple le budget 2024.

Salaire

L'inflation continue d'appauvrir les travailleurs dont les personnels de la fonction publique.

L'affaiblissement du point d'indice ne permet pas de maintenir le niveau de vie des personnels qui subissent un déclassement social par le déclassement de leur profession.

Il est nécessaire d'indexer le point d'indice sur l'inflation et de l'augmenter fortement dans le cadre d'une augmentation générale des salaires.

Dans l'éducation comme dans d'autre profession féminisée, la hausse des salaires doit aussi permettre de diminuer fortement les inégalités salariales femmes/hommes et permettre une amélioration de leur autonomie. ([annonces journée du 25/11 en Eure-et-Loir](#))

Conditions de travail

Aujourd'hui la seule réponse de l'Etat à la question des salaires c'est le PACTE. Le PACTE n'est pas une revalorisation mais une augmentation de la charge de travail.

Il ne correspond pas à ce qu'il nous faut pour rendre les métiers de l'éducation attirant.

Pour preuve, le recul de dates d'inscription au concours car les concours ne font pas le plein de candidat-es.

Il ne correspond pas non plus à ce qu'il faut pour l'amélioration des conditions d'apprentissage de nos élèves. Ce qu'il faut : plus de personnels, plus de formations, des classes moins chargées, une inclusion digne.